



Archives de sciences sociales des religions

165 | janvier-mars 2014
Les capitales catholiques

Bruxelles : un bastion libéral, franc-maçon et... féministe ?

Les réactions catholiques (fin XIX^e - première moitié du XX^e siècle)

Brussels, a liberal, freemason and... feminist stronghold (end of 19th century – first part of the 20th century)

Bruselas, un bastión liberal, francmasón y... ¿feminista? Las reacciones católicas (fin del siglo XIX – primera mitad del siglo XX)

Catherine Jacques



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/25747>

DOI : 10.4000/assr.25747

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 2 mars 2014

Pagination : 63-82

ISBN : 978-2-7132-2431-7

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Catherine Jacques, « Bruxelles : un bastion libéral, franc-maçon et... féministe ? », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 165 | janvier-mars 2014, mis en ligne le 20 février 2017, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/assr/25747> ; DOI : 10.4000/assr.25747

Catherine Jacques

Bruxelles : un bastion libéral, franc-maçon et... féministe ?

Les réactions catholiques (fin XIX^e - première moitié du XX^e siècle)

« La ville du vice est un thème récurrent de la morale judéo-chrétienne, [...] consubstantiel à notre culture occidentale » (J. Salomon-Cavin, 2005 : 24-25) et ce fantasme s'est amplifié considérablement au XIX^e siècle avec l'industrialisation, en particulier pour les femmes. Dès ce moment, les représentations de la ville corruptrice se multiplient et se déclinent sur un double registre : au niveau personnel, elles véhiculent le danger de perdition qui guette les jeunes femmes en ville, au niveau social elles soulignent en retour le danger que représentent ces citadines corrompues pour l'ensemble de la société. Les craintes sont donc multi-formes. Elles visent à la fois le déshonneur et la prostitution auxquels succombent de très nombreuses rurales et migrantes attirées par la grande ville, miroir aux alouettes de la domesticité et à la fois l'émancipation féminine qui s'observe dans les villes. En effet, le contrôle social y est nettement plus lâche qu'à la campagne et cette libération progressive permet aux femmes de sortir de chez elles, d'acquiescer une indépendance économique par le travail salarié, et de se soustraire ainsi au rôle traditionnel d'épouse dépendante au sein de la famille. Cette émancipation féminine, qui bouleverse la structure familiale traditionnelle, est ressentie comme un véritable péril pour l'ordre social, dans la mesure où « l'ordre des familles » est considéré comme un socle indispensable à la stabilité de la société. De nombreuses études ont abordé ces problématiques, en croisant l'histoire du catholicisme et l'histoire des villes, ou l'histoire du féminisme et l'histoire des villes. Mais très peu s'interrogent systématiquement sur l'attitude des milieux catholiques pour déjouer ces « dangers » en lien avec leurs implications politiques supposées. Les femmes ont été pourtant solidement mises à contribution pour freiner leur propre émancipation : solidement encadrées par l'Église, de nombreuses associations féminines, nanties chacune de leur aumônier, ont entretenu des relations privilégiées avec le parti catholique et se sont intégrées dans son projet politique de mainmise sur la société, qui exigeait de leur part le renoncement à l'égalité des sexes. Nos propos ici ne visent pas à explorer le potentiel

subversif de cette stratégie du monde catholique. En effet, de nombreuses associations catholiques créées notamment pour contrer l'essor du mouvement féministe se révéleront à terme porteuses d'un message émancipateur pour les femmes. Nous invitons plutôt à une relecture de la littérature existante en nous interrogeant sur la stratégie mise en place au sein du monde catholique pour freiner la propagation des idées féministes. C'est à Bruxelles, capitale du pays et centre des institutions, que les enjeux ont été souvent décisifs. C'est là aussi qu'ils apparaissent le plus clairement, car la grande ville agit comme un miroir grossissant : la population féminine y est majoritaire¹ (51 à 53 % de femmes) (É. Gubin, 1992 : 77-96), la ville est perçue comme le lieu de perdition des jeunes rurales traditionnellement catholiques qui viennent s'y placer comme servantes ; la capitale est politiquement dominée par le libéralisme et la franc-maçonnerie et elle constitue le vivier du mouvement féministe. Le fil conducteur de cet article part d'un constat, exposé dans ma thèse de doctorat² : l'émancipation féminine n'a éveillé d'intérêt spécifique au sein des partis, tant libéral, socialiste que catholique, qu'en connexion étroite avec les besoins politiques du moment. Les femmes sont alors considérées comme des alliées ou comme des adversaires potentielles pour des projets politiques qui, le plus souvent, n'ont rien à voir avec leurs intérêts spécifiques. Il serait toutefois outrancier de n'y voir qu'une simple instrumentalisation, car les femmes ont aussi réussi, à certains moments, à utiliser ces alliances pour obtenir (parfois extorquer) des avantages, en échange de l'appui qu'elles apportaient aux partis politiques. (C. Jacques, 2007-2008 : chap. 4)

Une ville politiquement libérale et socialement catholique ?

Politiquement, la ville de Bruxelles est acquise au libéralisme jusqu'en 1884, au point d'ailleurs que les catholiques s'abstiennent de lutter dans la plupart des élections communales. En l'absence d'un ennemi extérieur, les libéraux se déchirent entre eux et se livrent à d'âpres luttes intestines entre progressistes et conservateurs. Celles-ci constituent l'essentiel de la vie politique à Bruxelles-ville. C'est pourquoi les études ont surtout abordé l'histoire politique de la capitale au XIX^e siècle sous l'angle des scissions des libéraux, en n'accordant que peu d'importance aux catholiques. Pourtant, si le pouvoir politique est indéniablement aux mains des libéraux, des pans entiers de la vie publique sont dans celles des catholiques via des congrégations religieuses qui exercent un quasi-monopole dans des domaines-clés tels que l'enseignement, les soins de santé et la philanthropie. Il y a donc un fort contraste entre une ville politiquement « à gauche », mais où le terrain social est investi principalement par « la droite ». Religieux

1. C'est une caractéristique des grandes villes, qui attirent un nombre très élevé de domestiques et de femmes seules, en quête de travail.

2. Ce mouvement né à Bruxelles demeure pour l'essentiel urbain et il se développe parmi les élites bruxelloises. (C. Jacques, 2007-2008 : chap. 3)

et religieuses non cloîtrés, bien visibles dans l'espace public grâce à leurs habits spécifiques, sillonnent la ville et exercent leur influence jusqu'au sein des ménages. Les congrégations religieuses sont imposantes par leur nombre et leur diversité (A. Tihon, 1989 : 195), leur action entretient dans la population une religiosité qui se mesure à l'évolution du nombre de nouvelles paroisses créées dans les faubourgs à mesure qu'ils s'urbanisent. Entre 1831 et 1930, près de cinquante-six nouvelles paroisses voient le jour dans l'agglomération bruxelloise, en réponse à l'augmentation de la population.

Créations de nouvelles paroisses dans l'agglomération bruxelloise (A. Tihon, 1989 : 192)			
	Population de l'agglomération bruxelloise	Création de nouvelles paroisses	Date de création
1831	140 322	+ 12	1831-1867
1866	309 000		
1880	436 710	+ 20	1886-1905
1910	761 898	+ 9	1910-1918
1930	892 183	+ 15	1924-1940

Quant aux congrégations féminines, elles y sont particulièrement nombreuses et diversifiées et constituent un atout important dans l'emprise sociale que l'Église exerce sur la population. Il n'est donc pas étonnant que les catholiques s'appuient sur elles à des fins politiques, à mesure que les luttes électorales se précisent contre les libéraux puis les socialistes. C'est d'abord l'enseignement et la reprise en main par les autorités communales de l'éducation des filles, laissée presque entièrement au monopole des religieuses, qui devient un champ de bataille. Cette reconquête ne poursuit aucune visée émancipatrice pour les femmes, mais vise essentiellement à les dégager de l'emprise religieuse et à former de futures épouses et mères, en phase avec l'idéologie de leur mari. La conquête des consciences féminines via l'école est clairement un enjeu politique. Dans le même esprit, les luttes pour maintenir ou reconquérir l'ascendant sur les soins de santé et la philanthropie, largement confiés aux congrégations religieuses et aux associations catholiques durant une bonne partie du XIX^e siècle, répondent également à des objectifs politiques, bien éloignés d'une quelconque reconnaissance professionnelle des activités sociales prestées par ces femmes auprès des malades et des démunis. Le contrôle sur la société passe par le contrôle sur l'éducation, sur la santé et sur les familles : chaque parti politique en est conscient et mobilisera largement « ses » femmes pour assurer sa part d'influence. Une fois encore, ce sont des événements politiques, sans relation directe avec le statut des femmes, qui accélèrent leur mobilisation par les partis. Les catholiques, revenus aux affaires en Belgique en 1884, exercent un pouvoir sans partage (jusqu'en

1914) et dès 1886, ils doivent gérer l'une des crises sociales les plus violentes et les plus brutales : après les émeutes sanglantes de mars 1886, la « question sociale » fait brutalement irruption dans l'arène politique et en devient une composante d'autant plus incontournable qu'elle se combine avec la montée du socialisme. Contraint de réfléchir à un phénomène inquiétant – la perte du contrôle des masses qui échappe peu à peu à l'Église en raison d'une forte déchristianisation, surtout dans les régions industrielles et dans les grandes villes comme Bruxelles où le POB a percé dans différentes communes de l'agglomération (J. Puissant, 1966-67 : 94-112 et 1994 : 75-105), le parti catholique théorise son projet de « contre-réforme sociale » en misant fortement sur les femmes, perçues comme plus dociles et plus conservatrices que les hommes. En adaptant son projet de réforme sociale aux exigences de l'encyclique *Rerum Novarum* (1891) qui donne le feu vert à la démocratie chrétienne, il entend notamment reconstruire une société d'ordre, fondée sur la famille traditionnelle comme cellule de base. Dans cette attention prêté aux femmes par les catholiques (à laquelle répond, en toute logique, un regard analogue dans les autres partis) on distingue trois moments clés : les années 1860-80 qui se caractérisent par la confrontation libérale/catholique sur le plan éducatif, la période 1890-1914, caractérisée par la remise en place d'une société catholique « nouvelle », et par l'entre-deux-guerres où la mobilisation des femmes s'accroît tant au plan politique que social. Si ces trois périodes s'observent au niveau national, Bruxelles comme capitale en offre un miroir grossissant.

Les années 1860-1890 : l'école des filles en question

À partir des années 1860, avec l'intensification des luttes idéologiques entre catholiques et libéraux et l'émergence d'une frange antireligieuse au sein du libéralisme bruxellois, les libéraux prennent progressivement conscience du danger que représente l'influence des congrégations religieuses dans la société. Cette prise de conscience s'effectue d'abord dans le domaine de l'éducation des filles. Jusque-là en effet, les libéraux s'étaient montrés attentifs à l'enseignement des garçons, perçus comme de futurs électeurs potentiels, et avaient créé pour eux un important réseau d'écoles communales, mais ils n'avaient manifesté aucun intérêt pour l'éducation des filles, laissée aux mains des religieuses. Il existait en effet au sein de la bourgeoisie, tant catholique que libérale, un consensus sur l'idée que l'enseignement destiné aux filles ne devait pas avoir d'ambition intellectuelle, mais devait se limiter à l'apprentissage de la vie domestique, auquel s'ajoutaient les qualités requises des bonnes épouses et des bonnes mères : le dévouement, l'abnégation et l'esprit de soumission. Pour beaucoup, seules les religieuses convenaient parfaitement tout en garantissant la préservation de la vertu des filles. Mais si elles en font de futures épouses modèles, elles les maintiennent aussi sous la coupe du clergé et les libéraux s'inquiètent peu à peu du poids

que ces femmes peuvent exercer comme mères sur leurs fils et comme épouses sur leurs maris.

Maintenues sous l'emprise du clergé, les femmes apparaissent comme le prolongement du confessionnal au plus intime de la famille, comme un « cheval de Troie » du catholicisme au sein des consciences libérales. Pour l'ensemble du parti – y compris sa frange doctrinaire –, l'établissement d'un enseignement laïque pour filles devient une stricte nécessité politique. (E. Gubin & V. Piette, *Emma...*, 2004 : 29)

Parallèlement, dès 1854, la question est à l'ordre du jour des loges maçonniques et dès 1859 *les Amis Philanthropes* multiplient les débats (J. Lory, 1979 : t. 1, 293 ; R. Desmed, 1977 : 3-4, 386-413). En créant, en octobre 1864, les *Cours d'Éducation pour jeunes filles*, la ville de Bruxelles rompt brutalement le consensus préexistant sur la nécessaire éducation religieuse des femmes. Installé à la rue du Marais en plein centre-ville, confié à Isabelle Gatti de Gamond, l'établissement propose pour la première fois aux filles âgées de 5 à 18 ans, un enseignement neutre dont la finalité est « l'affirmation du libre examen appliqué à l'éducation des filles³ », la religion n'y est pas au programme, mais laissée aux soins des familles. C'est une rupture complète avec le consensus antérieur, que le parti catholique perçoit comme une véritable « déclaration de guerre ». Il réagit avec une rare violence. L'école « sans Dieu » de Gatti est immédiatement l'objet d'attaques et d'un dénigrement systématique : l'absence de cours de religion déchaîne les passions. Élevée en dehors de la religion catholique, la femme sera « partout un objet de scandale et de mépris », car ainsi « elle cesse d'être la compagne vertueuse et respectée de l'homme pour n'être plus que le jouet méprisé de ses passions et l'instrument de ses désordres⁴ ». La religion paraît d'autant plus indispensable pour maintenir les femmes dans le droit chemin qu'elles n'ont pas (et n'auront jamais) les capacités intellectuelles pour accéder à une philosophie ou une morale laïque. Cette conviction a la vie dure : elle est réaffirmée en 1929 par Pie XI dans l'encyclique *Divini Illius Magistri* qui dénonce l'école sans Dieu et rejette toute morale laïque. Désormais ce conflit, qui oppose libéraux et catholiques à Bruxelles de manière nettement plus acerbe que dans tout le pays⁵, et qui répond strictement à des exigences politiques sans lien avec

3. 1864-1914/1920. 50^e anniversaire de la Fondation des *Cours d'Éducation*, discours prononcé à la fête commémorative célébrée le 18 janvier 1920, au théâtre de la Monnaie, Bruxelles, 1920, p. 8., cité par É. Gubin & V. Piette, 2004, *Emma, Louise, Marie. L'université de Bruxelles et l'émancipation des femmes (1830-2000)*, Bruxelles, Univ. libre de Bruxelles, GIEF/service des archives, p. 41.

4. *Le journal de Bruxelles*, octobre 1864., cité par É. Gubin & V. Piette, 2004, *Isabelle Gatti de Gamond 1839-1905, La passion d'enseigner*, Bruxelles, GIEF, p. 48.

5. Dans l'enseignement officiel, les libéraux sont tenus de respecter les lois organiques (1842 et 1850) qui inscrivent la religion comme matière obligatoire au programme. Le débat ne porte dès lors que sur la place et l'autorité du clergé au sein de l'école et non sur la légitimité du cours de religion. C'est au niveau communal, grâce à la liberté d'enseignement garantie par la Constitution et à la politique scolaire menée par certaines administrations communales libérales, qu'ils peuvent adopter une position plus radicale.

une réflexion sur l'égalité des garçons et des filles, est paradoxalement le point de départ du féminisme belge. La violence et la récurrence des attaques contre Isabelle Gatti, non seulement radicalisent ses propres positions, mais aussi lui permettent d'obtenir de l'administration communale libérale, obligée de l'appuyer, des réformes plus émancipatrices que celles qu'il avait initialement envisagées. Gatti parviendra ainsi à imposer au programme des matières jugées jusque-là inutiles pour les filles comme les mathématiques, la chimie, la philosophie ou les langues anciennes et à créer, en 1894, une section préparatoire à l'université. De plus, l'exemple bruxellois fait tache d'huile dans d'autres villes où libéraux et catholiques luttent pied à pied, comme à Gand ou à Mons. *In fine*, cet établissement dont le but initial était de soustraire les filles de la bourgeoisie libérale à l'emprise de la religion, pour en faire des futures épouses et mères « éclairées » et des alliées potentielles du libéralisme, a permis aussi à bon nombre d'entre elles de s'émanciper bien plus que ne le souhaitaient les initiateurs du projet ! À l'origine le féminisme belge est donc un avatar de l'opposition cléricalo-libérale à Bruxelles : il est clair que sans ses alliés libéraux et sans la croisade catholique contre les *Cours d'Éducation*, le féminisme ne se serait pas développé au même rythme ni avec les mêmes moyens. Mais les remous autour des *Cours d'Éducation* confirment aussi, *a contrario*, le poids très net des catholiques dans la ville. À sa création, l'école de Gatti compte 159 élèves, ce qui n'est pas négligeable pour des débuts, mais ce qui est bien peu au regard du succès des établissements catholiques environnants. Le quartier de la rue du Marais concentre à l'époque d'imposantes maisons d'éducation pour filles, parmi lesquelles celles des dames de Marie, des sœurs de Sainte Marie, des filles de la Sagesse, des sœurs de Notre Dame..., auxquels s'ajoutent des pensionnats privés qui enseignent dans le même esprit (É. Gubin & V. Piette, GIEF, 2004 : 44). La concurrence est rude, elle a néanmoins une conséquence inattendue (et favorable à l'émancipation des filles) : celle de renforcer de manière générale le niveau des études, y compris dans les instituts tenus par des religieuses (É. Gubin & V. Piette, 2004 : 37-44 ; É. Gubin & V. Piette, Gief, 2004 : 25-66 ; J. Bartier, 1964 : 161-202 ; A. Morelli, 1990 : 173-188). Enfin, le succès des *Cours d'Éducation*, qui recrutent principalement dans la haute bourgeoisie, amène les libéraux bruxellois à se préoccuper également des filles des classes moyennes et de la petite bourgeoisie et à les soustraire à leur tour à l'influence religieuse. Dès 1864, un premier enseignement professionnel neutre pour filles est créé : l'Institut Bisshoffheim. Adopté par la Ville de Bruxelles en 1868, il est suivi par la création de l'Institut Funck en 1873 et l'Institut Couvreur en 1878. Les années 1860 inaugurent donc l'intervention des édiles communaux dans la création d'un enseignement neutre pour filles, et représentent ainsi un moment crucial pour l'émancipation des femmes en Belgique et pour le mouvement féministe. En effet, grâce à leur volonté de proposer aux filles un programme d'éducation analogue à celui des garçons, les *Cours d'Éducation* seront le fer de lance du féminisme belge et un véritable vivier de militantes : les *Cours d'Éducation* forment les premières femmes qui s'assoieront

sur les bancs de l'université, qui disposeront des outils intellectuels nécessaires pour conceptualiser les inégalités sexuées, pour organiser un mouvement et établir un agenda revendicatif. C'est à la fois dans le sillage des *Cours d'Éducation* et à la faveur des tensions entre catholiques et libéraux que leur création suscite que le féminisme s'est implanté à Bruxelles, puis a rayonné dans d'autres parties du pays (C. Jacques, 2007-2008 : chap. 1 & 3 ; C. Jacques, 2009 : 7-15). Cette première passe d'armes s'intensifie après 1880 dans une confrontation qui, tout en se poursuivant sur le terrain éducatif⁶, investit désormais le terrain social. Les femmes sont à nouveau au cœur d'une mobilisation à visée politique.

Les femmes, indispensables collaboratrices de la réforme sociale catholique

Les émeutes sanglantes qui touchent les régions industrialisées du pays en 1886 obligent les partis à prendre en compte la question sociale. Parallèlement, le socialisme puis le mouvement féministe, tous deux ancrés à Bruxelles, se structurent, ouvrant deux nouveaux fronts dans la confrontation entre laïques et catholiques. Or le projet catholique de réforme sociale, issu des réflexions menées lors des Congrès de Liège de 1886, 1887 et 1890, enrôle fortement les femmes dans la reconquête de la société. Dans le même temps, l'encyclique de Léon XIII *Rerum novarum* (1891) ouvre la voie à la démocratie chrétienne. L'un comme l'autre voit dans la restauration de la famille traditionnelle la cellule de base sur laquelle reconstruire la société et garantir l'ordre social. Si ces aspects ont été étudiés et si la place des associations féminines dans le mouvement ouvrier chrétien est connue (E. Gerard, P. Wynants, 1994, II, 324-419), d'autres facettes de la mobilisation féminine restent encore insuffisamment mises en lumière, selon le triple regard que l'on peut porter sur Bruxelles, les catholiques et les femmes. Certes, le projet de réforme sociale catholique ne se limite pas à une réforme familiale, il englobe aussi des aspects politiques (le corporatisme versus le socialisme), une analyse économique (la collaboration des classes versus la lutte des classes), la gestion des relations du capital et du travail en « bon père de famille » (le paternalisme) etc., mais le modèle familial hiérarchisé imprègne profondément toute la doctrine sociale de l'Église, jusque dans sa terminologie. La répartition des rôles entre les hommes et les femmes dans la vie familiale est dupliquée et aménagée dans tous les domaines, y compris la vie publique. Socle et moule de

6. Les tensions s'approfondissent même avec la guerre scolaire (1879-1884). Les libéraux, désormais sur la défensive depuis qu'ils ne sont plus aux affaires, se replient sur l'influence qu'ils peuvent exercer via les pouvoirs locaux. De leur côté, les gouvernements catholiques entreprennent une réforme des programmes qui vise une reprise en main de l'enseignement officiel. Ainsi Gatti est obligée d'introduire un cours de religion dans le cycle moyen des *Cours d'Éducation*, qui était subventionné par l'État. À Bruxelles, les établissements libres non confessionnels, en particulier l'ULB, pérenniseront les efforts d'émancipation intellectuelle des filles.

la réforme, la famille traditionnelle doit donc impérativement être restaurée, réaffirmée, garantie. Seul le retour aux pratiques familiales ancestrales permettra de régénérer une société gangrénée par le vice du socialisme, du libéralisme et du féminisme. Et ce retour implique aussi la restauration des valeurs traditionnelles, du principe d'autorité entre les classes sociales comme entre les sexes (A. Dermience, 1992, 117). En toute logique, les femmes, comme mères et épouses, sont sollicitées pour restaurer la famille. La réforme sociale va donc de pair avec la (re)conquête des épouses et des mères. Tout dans l'éducation des filles, dans un pays dominé désormais sans partage par des gouvernements homogènes catholiques (1884-1914), vise à amoindrir le souffle émancipateur du féminisme et à (re)faire des bonnes épouses et bonnes mères, entièrement dévouées au bien-être familial. Dans ce but, un réseau infini d'écoles et de classes ménagères est mis en place, touchant les filles dans les coins les plus reculés du pays grâce à un système de cours ambulants et à l'éclosion de Cercles de fermières (P. Van den Dungen, 1993 : 101-112). Mais c'est évidemment dans les grandes villes que les femmes sont les plus rétives et les moins disposées à abandonner les acquis émancipateurs, c'est là aussi qu'elles adoptent un comportement qui n'est plus seulement perçu comme scandaleux, mais aussi comme un péril pour le projet politique porté par les catholiques (É. Gubin, 2007 : 159-176).

La mobilisation catholique s'organise sur plusieurs fronts. Tout d'abord, elle se traduit par une riposte d'envergure pour contrer la ville moralement corruptrice. Il faut encadrer et protéger les très nombreuses rurales venues y chercher du travail et qui constituent, par leur naïveté, des proies pour les proxénètes. La question a été fort bien étudiée dans le cas du service domestique (V. Piette, 2000). Les œuvres confessionnelles catholiques délèguent des femmes pour accueillir les jeunes filles dans les gares, les encadrer, les surveiller. Les catholiques y prennent une part d'autant plus importante qu'ils sont en concurrence avec d'autres confessions (protestantes, juive) et avec des institutions laïques (V. Piette, 2000 : 327-413) créées dans la même optique. Mais si le cas des servantes est probablement le plus visible, et le mieux étudié, celles-ci ne sont pas les seules concernées. Les catholiques redoutent et dénoncent l'influence délétère de la ville sur toutes les femmes. Leur conviction est étayée par les statistiques : Bruxelles concentre en effet le plus grand nombre de femmes qui travaillent à l'extérieur de leur foyer, la démographie de la ville enregistre une proportion importante de femmes seules, célibataires, mais aussi chefs de « famille monoparentale » avant la lettre : en 1910, un quart des ménages bruxellois a pour chef de famille une femme (É. Gubin, 2007 : 147-158). Les progrès de l'émancipation féminine y sont palpables : c'est à Bruxelles que s'installent les premières pharmaciennes, les premières femmes médecins, les enseignantes... dont beaucoup militent dans les rangs féministes (D. Vazquez-Martinez, 1994-1995 : 149-158 & D. Noltinckx, 1994-1995 : 159-182). En résumé, le profil de la population féminine bruxelloise est largement à l'opposé de l'idéal de la femme

chrétienne, conçue comme le pilier de la famille, à savoir une femme au foyer, mère d'une famille nombreuse, qui assure la gestion d'un *home* accueillant pour son mari rentrant du travail et seul pourvoyeur de subsistance. La montée du féminisme qui caractérise Bruxelles au tournant des XIX^e et XX^e siècles constitue l'autre facette des dangers redoutés par l'ensemble du monde catholique. La libération relative des mœurs (immédiatement assimilée à la débauche), le choix d'un célibat volontaire (en dehors de celui consacré au Christ), l'indépendance économique par le travail rémunéré, le rejet de la soumission de la femme à l'homme... tout, dans le projet féministe est en opposition formelle avec l'ordre hiérarchique que les catholiques entendent réimposer et contrecarre la répartition sexuée des tâches, indispensable à la réussite de leur projet social. Dès lors, les avancées féministes ne relèvent plus seulement d'un danger individuel et moral, mais constituent une véritable atteinte à l'ordre social. On quitte le registre du vice et de la débauche pour aborder celui de l'émancipation et des relations entre les hommes et les femmes en général. Tant la majorité des politiciens que le clergé voient donc dans le féminisme l'autre versant de la corruption des femmes par la ville, une corruption savamment orchestrée par le féminisme dit bourgeois, soutenu par le libéralisme et les milieux laïques.

En mettant à mal le socle de la famille traditionnelle, ces femmes « émancipées » font courir un risque « révolutionnaire » à la société tout entière. Si le terme peut faire sourire, c'est bien celui qui est employé systématiquement. Même les revendications les plus anodines sont condamnées avec une force et une violence surprenantes (P. Van den Dungen, 1993 : 23-38, É. Gubin, 1993 : 39-56). Pour contrer ce mouvement, le clergé catholique aidé par le parti catholique opte pour une stratégie toute en finesse qui s'apparente à de l'homéopathie : soigner le mal par le mal, en l'injectant à dose infinitésimale pour en désamorcer la virulence. S'alignant sur les conseils du Pape, Pie X pour qui il existe deux types d'organisations féminines : les catholiques « au service de l'Église, de sa foi et de son enseignement social », qui doivent être encouragées et celles qui réclament « pour la femme des droits, l'égalité et la libération de ses tâches maternelles », qui doivent être combattues. Si un « certain féminisme est légitime » pour Pie X, « ce n'est pas en fonction de la femme, mais du rôle de l'Église dans la société » (A. Dermience, 1992 : 117). La création du Féminisme chrétien de Belgique en 1902 par la jeune Louise Van den Plas et deux membres du parti catholique, René Colaert et René Henry, tente de répondre à cette volonté⁷. Dans le cadre des débats sur le suffrage universel inauguré par les socialistes, le journaliste René Henry (1881-1917) et le député René Colaert publient en 1901 une brochure qui plaide en faveur de l'accès des femmes au droit de vote : *La femme électeur*. Convaincu de la nécessité de créer une association qui promeuve

7. Pour une analyse nuancée et poussée sur la place du *Féminisme chrétien de Belgique* au sein du mouvement féministe belge et du monde catholique voir : J. Carlier, 2010 : 311-385.

le droit des femmes dans l'esprit du catholicisme, il s'adresse à la française Marie Duclôt, présidente du *Féminisme chrétien*, qui leur conseille de s'adresser à Louise Van den Plas (P. Gérin, 1969 : 254-275, D. Keymolen, 2006 : 544-547, J. Carlier, 2010 : 330-331). Cette jeune femme au début de la vingtaine est déjà une fervente féministe pour qui il manquait à ce combat une « inspiration chrétienne », car « l'unité familiale n'est pas sauvegardée par un programme juridique et social qui ignore ou néglige la loi divine » (L. Van den Plas, 1922 : 82). Fortement influencée par l'association française du même nom, Louise Van den Plas présente le *Féminisme chrétien de Belgique* comme « une œuvre sociale catholique (...) qui a pour but d'attirer l'attention du législateur et de l'opinion publique sur la situation infériorisée de la femme dans notre société actuelle ⁸ ». Cette étiquette « passe-partout », selon l'expression de l'historien Paul Gérin, « devait lui assurer à la fois la sympathie des démocrates chrétiens, et des autres catholiques préoccupés de la question sociale. En outre, en qualifiant le Féminisme chrétien d'œuvre sociale catholique, Louise Van den Plas rencontre les préoccupations d'une certaine aile du monde catholique soucieuse depuis *Rerum novarum* (1891) de se conformer à l'enseignement pontifical » (P. Gérin, 1969 : 261). Néanmoins, le *Féminisme chrétien de Belgique* ne peut en rien être associé à une association sociale chrétienne ou catholique : il n'effectue aucun travail social ni ne fait de prosélytisme religieux et il n'est soumis à aucune supervision du clergé catholique. Selon Julie Carlier, il n'est ni un produit du parti catholique ni celui du catholicisme social, mais bien du mouvement féministe belge et trans national (J. Carlier, 2010 : 343). Ce mouvement réussira surtout en conformité avec le projet de l'Église à convaincre les élites féminines chrétiennes de la nécessité de militer dans le respect de la foi et de la doctrine chrétienne en prônant la théorie de l'égalité dans la différence et la complémentarité des sexes en réponse aux revendications égalitaires des féministes. Il démontre aussi *de facto* à la hiérarchie catholique toute l'importance d'encadrer les femmes dans des associations qui lui soient inféodées. Si en apparence, les catholiques lâchent du lest, c'est pour mieux lutter contre la stricte égalité des sexes, pour réaffirmer au contraire la complémentarité des hommes et des femmes, asseoir le rôle sacré des femmes comme mères. Ainsi lorsqu'ils réclameront plus d'autonomie pour les mères et une meilleure protection de la maternité, c'est dans le but de valoriser le rôle domestique, de magnifier la fonction maternelle, pour détourner les femmes du travail salarié à l'extérieur du foyer. Lorsqu'ils réclameront le suffrage des femmes, c'est parce qu'ils sont persuadés qu'elles sont naturellement conservatrices et apporteront spontanément leur voix au parti catholique (C. Jacques, 2007-2008 : chap. 4, 12 et 13). Tout en tentant d'instrumentaliser et de maintenir à distance le *Féminisme chrétien*, l'épiscopat en minorise par ailleurs l'influence en créant de nouveaux lieux d'encadrement des femmes, qu'il contrôle,

8. « Le *Féminisme chrétien* (après 1905), prospectus : Carhop, Fonds féminisme chrétien, cité par J. Carlier, 2010 : 342.

tels que les *Œuvres féminines chrétiennes*, confiées à des femmes choisies par le pouvoir ecclésiastique (notamment le cardinal Mercier) et dûment formées à la doctrine sociale de l'Église. C'est le cas des deux figures principales du mouvement féminin chrétien : Victoire Cappe est formée par Victor Brants (professeur à l'université catholique de Louvain), et Maria Baers par le Père Perquy à Anvers (D. Keymolen, 2001 : chap. IV-VI ; E. Gerard et P. Wynants, 1994 : 326-342). Néanmoins, il est clair qu'à terme le mouvement chrétien féminin sera un lieu d'émancipation pour les femmes, même si ce n'en était pas le but initial.

Du côté libéral, la reconquête des monopoles catholiques, amorcée avec la lutte contre les congrégations enseignantes, se centre au tournant du siècle sur le secteur hospitalier. Dans le domaine des soins de santé en effet, les congrégations religieuses ont également le monopole. Les deux hôpitaux publics bruxellois (Saint-Pierre et Saint-Jean) sont desservis exclusivement par des religieuses (les sœurs Augustines), et cette situation monopolistique durera jusqu'au début du XX^e siècle, ne cédant que sous la pression de médecins laïques, comme le docteur Depage, qui dénoncent l'absence de compétence et de professionnalisme des religieuses. Mais les résistances sont fortes, en raison d'une part du manque cruel d'infirmières laïques (la profession est en gestation), et surtout du coût que représenterait le remplacement des religieuses par un personnel infirmier laïque rémunéré (M. Cocriamont, 1993-1994 : 34-36). Comme l'école, l'hôpital est un lieu d'emprise catholique, un levier important de l'Église dans une ville libérale. À l'hôpital, sur les lits de souffrance, les conversions ne sont pas rares, les sœurs pratiquant tout autant le prosélytisme des âmes que le soin des corps (B. Dickstein, 1993-1994 : 11-18 et M. Cocriamont, 1993-1994 : 19-38). Quant aux soins de santé à domicile, ils sont largement assurés par une kyrielle d'œuvres religieuses et ordres féminins : petites sœurs des Pauvres, Franciscaines, sœurs de Saint Vincent de Paul, sœurs Augustines, sœurs de la providence, du Bon Secours, de la Compassion... etc. (M. Cocriamont, 1993-1994 : 20) qui portent la bonne parole jusque dans l'intimité des familles. Dans la lutte contre ce monopole catholique, Bruxelles joue à nouveau un rôle décisif. L'action de médecins issus de l'ULB, Antoine Depage en particulier, mais déjà avant lui le socialiste César de Paepe, entame la mainmise catholique en développant un nursing scientifique, calqué sur l'exemple anglais (Florence Nightingale) en phase avec les exigences des découvertes médicales modernes. L'École d'infirmières, créée à Bruxelles en 1907 par Antoine Depage et dirigée par Édith Cavell, est immédiatement perçue comme une école financée par la maçonnerie et la libre-pensée, et suscite ipso facto une riposte catholique. L'École Saint-Camille est créée la même année dans le centre-ville (J. Arguello, 1994-1995 : 61-82), pour maintenir et développer le secteur hospitalier catholique. Les premières élèves sont d'ailleurs pour la plupart des religieuses. Néanmoins dans les hôpitaux publics bruxellois, les religieuses sont remplacées progressivement par des infirmières. Dans cette lutte pour garder l'emprise sur les soins de santé et donc sur les malades, les femmes sont à nouveau

sollicitées pour remplir un rôle non négligeable : pérenniser la présence hospitalière catholique à Bruxelles face au développement du secteur public. En revanche, la contestation du monopole catholique sur les soins à domicile ne s'amorcera qu'après la Première Guerre, en 1921, avec la création du corps des infirmières-visiteuses qui, tout en professionnalisant le secteur, le sécularise (B. Massart, 1994-1995 : 127-148). Quant à la philanthropie privée, nettement plus importante que l'assistance publique au XIX^e siècle, elle est principalement assumée par de nombreuses associations, parmi lesquelles de grosses associations catholiques comme les dames de la Miséricorde installées dès 1840 dans les quartiers populaires de Bruxelles, chez les filles de la Charité, rue Haute. Elles sont de véritables « assistantes sociales » à domicile avant la lettre, très organisées, très structurées, qui pénètrent dans les foyers. On ne compte pas moins de vingt-quatre filiales dans l'agglomération bruxelloise et l'association mère étend ses ramifications dans d'autres villes. En 1903 il y a en tout trente et un comités locaux, pas moins de six cents dames visiteuses et plus de deux mille familles visitées (M.-S. Dupont-Bouchat, 2000 : 88). Là aussi se livre dès la fin de la Première Guerre un véritable combat entre les milieux catholiques et laïques pour exercer une influence sur les classes populaires, influence qui a pris de plus en plus d'ampleur avec les réformes électorales qui démocratisent le droit de vote. Si ce premier élargissement de l'électorat ne concerne encore que les hommes, les partis se tournent régulièrement vers les femmes pour qu'elles fassent pression sur le choix électoral de leur mari, de leurs frères, de leurs fils.

L'entre-deux-guerres et l'Action catholique

La mise en œuvre de l'Action catholique au sortir de la Première Guerre mondiale représente une étape supplémentaire dans la reconquête de la cité pour le Christ. Bien que cette étape concerne tout autant les hommes que les femmes, elle constitue un pas de plus dans la mobilisation des femmes qui, selon Pie XI (1922-1939), demeurent des êtres domestiques et maternels. À ce titre le pape de l'Action catholique s'oppose à toute émancipation féminine (A. Dermience, 19 : 118). Cette mobilisation emprunte les deux voies principales caractéristiques de cette période : la voie politique dès lors que les femmes sont devenues électrices communales (1920) et celle de l'intervention sociale avec la concurrence des différents partis pour imposer leur emprise dans les nouveaux domaines de formation et d'intervention sociale qui se mettent en place après 1919. Au lendemain des hostilités, l'Action catholique a pour objectif explicite de rechristianiser la société à tous les niveaux. Elle regroupe des associations distinctes, chargée chacune d'encadrer un public cible selon le sexe et/ou la catégorie sociale. Sans surprise, la restauration de la famille traditionnelle est confiée, pour l'essentiel, à l'Action catholique féminine. Tous les partis sont en concurrence pour occuper le terrain du travail social. La création d'une école de service social « neutre » à Bruxelles,

rue de l'Abbaye en 1920, déclenche aussitôt les inquiétudes des catholiques qui s'empressent de répondre en fondant l'École catholique de service social à Bruxelles. Les socialistes ne sont pas en reste et ouvrent l'École ouvrière supérieure la même année. Chaque parti a une conscience aiguë de l'extraordinaire levier que représente *l'assistante sociale* (à l'époque appelée *auxiliaire sociale*) qui, en encadrant les familles jusque dans l'intimité des foyers, peut y exercer un contrôle strict et une influence idéologique profonde. Elles représentent des pions importants sur l'échiquier des contrôles familiaux, de même que les infirmières visiteuses ou les institutrices catholiques qui, depuis 1916, reçoivent une formation sociale spécifique pour prendre la direction des mouvements de jeunesse (S. Belli, 2005 ; R. Christens, 1986 : 65-82 ; A. Dierickx, 1996 ; Sand, 1937). L'autre volet de cette guerre idéologique par le biais de l'encadrement familial « de proximité » se déroule directement sur le terrain politique. Cet encadrement aura un impact important sur l'évolution du féminisme en Belgique et tout particulièrement à Bruxelles. Étant donné les moyens et l'énergie déployés par les différents partis pour contrôler politiquement les femmes, à terme, c'est l'ensemble de l'espace féminin qui se voit restructuré et mis en coupe réglée, au détriment du mouvement féministe (C. Jacques, 2007-2008 : chap. 2). L'accès des femmes au suffrage communal illustre à nouveau la manière dont le parti catholique envisage l'encadrement des femmes. Si le POB (1885) avait opté en 1894 dans la charte de Quaregnon pour le suffrage universel sans distinction de sexe, son alliance avec le Parti libéral en 1902 le force à abandonner le suffrage féminin. En effet, les libéraux et bons nombres de militants socialistes sont intimement persuadés qu'en dépit des efforts pour « éduquer » les femmes, la majorité d'entre elles demeurent « le jouet de superstitions grossières, l'esclave d'une dévotion aveugle, un instrument docile d'espionnage entre les mains de quelques vicaires » (J. Destrée, E. Vandervelde, 1898 : 355). À leurs yeux, elles constituent donc un véritable danger électoral. En revanche, les catholiques, tout aussi persuadés du conservatisme inné des femmes, voient dans leur participation électorale le moyen de contrer l'impact du suffrage universel. Dans leur ouvrage *La femme électeur*, les catholiques René Colaert et René Henry décrivent le suffrage féminin comme une arme majeure dans la mobilisation contre le socialisme. Sans aucune surprise, le féminisme chrétien affiche d'emblée un programme *suffragiste*, car selon Louise Van den Plas : « le bulletin de vote nous aidera enfin, nous, femmes catholiques, à remplir une mission sacrée, celle de défendre le drapeau de la Foi... La femme semble être par nature plus religieuse que l'homme. Nous voulons conserver à notre chère patrie le trésor des croyances chrétiennes⁹ ». Le parti catholique se transforme, dès lors, en un défenseur farouche du suffrage féminin, tout en restant opposé à toute émancipation féminine, jugée contraire à la doctrine de l'Église.

9. *Le vote des femmes. Discours prononcé au Congrès de la ligue démocratique*, Courtrai, le 25 septembre 1911, Renaix, 1913, p. 20-21.

Aussi le vote des femmes est-il au cœur des négociations qui aboutissent à l'établissement du suffrage universel masculin à 21 ans en 1919 et à la révision constitutionnelle en 1920-21. En effet, les catholiques obtiennent en contrepartie du SU masculin, le vote pour les femmes au niveau communal et leur éligibilité à tous les niveaux de pouvoirs (1920). Ce doublement de l'électorat propulse les femmes au centre des préoccupations politiques : chaque parti, quelle que soit son attitude à l'égard du suffrage féminin, est contraint à parer au plus pressé, c'est-à-dire organiser « ses » femmes au sein de ses structures et préparer pour elles une propagande électorale spécifique. Le Parti catholique choisira de confier l'encadrement politique des femmes non pas au *Féminisme chrétien* comme l'avait escompté Louis Van den Plas, mais aux *Œuvres sociales féminines chrétiennes* dont les puissantes *Ligues ouvrières féminines chrétiennes* qui en principe étaient exclusivement vouées au travail social et familial. En 1936, Louise Van den Plas isolée déplorera que les femmes catholiques n'aient pas comme les femmes socialistes une structure exclusivement destinée à la propagande politique (L. Van den Plas, 1936 : 6). Ces mêmes Ligues constitueront un véritable vivier des futures candidates et élues catholiques. Les *Ligues ouvrières féminines chrétiennes*, qui forment déjà le fer de lance de la reconquête des femmes par le biais du travail social, se voient également confier une grande part de la propagande électorale catholique à l'attention des femmes. Cette propagande s'articule autour de la protection de l'enfance et du rôle maternel et éducatif. Ce lien entre action politique et action sociale marque profondément l'entrée des femmes dans l'espace public politique, les confinant d'emblée à des secteurs précis et des préoccupations en lien avec leur rôle maternel. Au sein du parti catholique, réorganisé désormais en *standen*, les femmes ont, paradoxalement, une assez bonne position puisque la structuration en pilier reconnaît l'existence de groupes spécifiques ayant des intérêts particuliers à défendre. Cette structuration confère une véritable légitimité aux femmes pour tout ce qui est considéré comme de leur ressort, à savoir : la famille, l'éducation et les soins aux personnes. C'est donc en tant que mères qu'elles investissent la sphère politique. Le rôle qui leur est attribué les confine clairement dans des secteurs traditionnels, tandis que la « grande politique » demeure l'affaire des hommes. L'organisation politique des femmes par les catholiques reproduit entièrement la séparation des rôles, telle qu'elle s'effectue dans la famille. Et les femmes elles-mêmes sont distribuées dans des organisations différentes en fonction de leur statut social. La Fédération des femmes catholiques, qui regroupe les bourgeoises et tente de prendre la tête de l'Action catholique féminine, est dominée par la personnalité intransigeante de Gabrielle Lutens-Woeste (1874-1953), fille du leader conservateur Charles Woeste (C. Jacques, 2007-2008 : chap. 4 ; C. Jacques & C. Marissal, 1994 : 13-34 ; É. Gubin, C. Jacques & C. Marissal, 1998 : 85-114). Si l'accès des femmes au suffrage communal n'est évidemment pas une donnée « bruxelloise », mais nationale, c'est néanmoins à Bruxelles que les luttes seront parmi les plus serrées. Dès 1921 des candidates catholiques sont élues dans l'agglomération bruxelloise et

se positionnent immédiatement dans les secteurs traditionnels qui étaient auparavant les leurs. Gabrielle Lutens-Woeste, lors de son installation au conseil communal de Forest, souligne son implication « dans la bienfaisance ». À la tête de la *Fédération des femmes catholiques* (jusqu'en 1953), elle ne cache jamais ses intentions de jouer un rôle « dans la société pour assurer la pérennité d'un monde social et chrétien » (C. Jacques et C. Marissal, 1998 : 103). Pour elle, la femme catholique a une mission précise :

Non seulement elle a son âme à sauver, mais l'âme de ceux qui l'entourent ; les dons que Dieu lui a départis ne peuvent pas rester sous le boisseau, il faut les faire rayonner autour de soi, au foyer d'abord, dans la société ensuite¹⁰.

Les conseillères catholiques de l'agglomération bruxelloise ont tenté, mais sans succès durable, de regrouper les élues au niveau national en un Cercle des conseillères catholiques communales, fondé le 16 novembre 1921. Le Cercle est présidé par Louise Van den Plas, élue à Woluwé St Lambert, le secrétariat est assuré par Louisa Vromant, élue à Bruxelles-ville, la secrétaire adjointe est Marguerite Partoes, élue à Etterbeek. Ce sont toujours des Bruxelloises qui siègent au Bureau (à l'exception d'une élue de Nivelles). Durant tout l'entre-deux-guerres, le parti catholique s'appuie sur les associations féminines pour diffuser son message social et la doctrine de l'Église en matière familiale. Si les autres partis semblent en faire tout autant, et voient aussi dans les électrices des mères et des ménagères, le parti catholique fait de cette conception une pièce maîtresse de sa politique de mainmise sur la société. C'est ainsi que les femmes catholiques s'insèrent dans la grande campagne nationale organisée depuis 1921 par les Œuvres sociales féminines chrétiennes, en collaboration avec la Confédération des syndicats chrétiens (CSC), en vue d'obtenir une législation qui interdise le travail des femmes mariées et les maintiennent au foyer dans une perspective nataliste. « Je crois que la place de la femme est avant tout au foyer », déclare Marguerite Partoes au conseil communal de Saint-Gilles en 1931¹¹. Dans l'agglomération bruxelloise, les élues catholiques ont intégré totalement ce message. Elles se préoccupent surtout d'œuvres caritatives, d'éducation, de moralité publique, de protection de la maternité (C. Jacques et C. Marissal, 1998 : 103). Si ces domaines sont aussi défendus par toutes les élues, quel que soit leur parti, et si tous les partis « renvoient les femmes à leur mission familiale, tous ne conçoivent pas la famille de la même manière » (C. Jacques, 2007-2008 : I, 115-116). Les féministes libérales, par exemple, militent pour une vision plus égalitaire au sein du couple et une révision du Code civil, là où les catholiques ont intériorisé la doctrine hiérarchique de l'Église sur le mariage et la famille et ajoutent même à leur action politique un accent religieux : « Femmes chrétiennes, levez-vous, allez voter... Vous êtes la majorité. Ce que femme veut, Dieu le veut¹² ».

10. *La Femme catholique*, VI, 1937, p. 6.

11. *Bulletin communal de St Gilles*, 21 décembre 1931, p. 604.

12. *Le Féminisme chrétien*, 3 février 1921, p. 44.



Le rôle joué par les femmes catholiques dans le maintien à Bruxelles d'une forte présence de l'Église dans l'espace public fut certainement important durant le XIX^e siècle et la première moitié du XX^e siècle. Généralement sous-estimées dans les études sur la vie politique à Bruxelles, en raison d'une focalisation sur le libéralisme dominant, les femmes catholiques n'ont pas moins joué un rôle déterminant par leur présence constante dans des domaines clés comme l'éducation, les soins. Leur rôle est encore décuplé après la Première Guerre avec l'organisation d'associations féminines de masse au sein du parti, centrées sur la réforme de la famille, par leur insertion dans la vie politique locale et par la professionnalisation du travail social qui leur est pratiquement entièrement dévolu. Si les congrégations religieuses perdent du terrain, c'est au profit d'autres femmes, laïques sans doute, mais formées à l'apostolat social et au travail social et dûment encadrées par l'Église. D'où la persistance dans une ville longtemps considérée comme libérale d'un réseau important d'enseignement catholique et d'institutions de soins catholiques, qui doublent encore toujours les circuits officiels. Les femmes ont donc été un atout permanent pour le monde catholique à Bruxelles, qu'elles soient religieuses ou laïques. Leur encadrement au sein d'associations de masses, faisant pendant dans les différents *standen* aux organisations masculines, a très largement permis aux catholiques de freiner une émancipation féminine contraire à leur doctrine politique et sociale. Le succès des *Ligues Ouvrières féminines chrétiennes* fut tel qu'elles ont failli rayer de la carte les associations féministes laïques. Le phénomène s'observe quasi partout, mais c'est évidemment dans la capitale, aux points de contact, que le choc a été frontal avec les féministes laïques. Dans l'entre-deux-guerres, la puissance catholique s'est révélée à Bruxelles au plan politique (résultats électoraux sont favorables aux catholiques depuis 1891). Elle s'est affirmée à la faveur de la démocratisation du suffrage et de l'extension de la ville incluant des parties rurales (J. Puissant *et alii*, 2008 : 104), mais aussi grâce à la permanence et au renforcement de son quadrillage social, pour lequel les femmes ont joué un rôle non négligeable. Si la professionnalisation du travail social dans l'entre-deux-guerres a déplacé la lutte et si les femmes ont directement collaboré à l'établissement d'un État-Providence, le monde catholique a longtemps maintenu son avantage, notamment parce qu'il a réussi à concurrencer, pied à pied, les réalisations « neutres », mais encore parce qu'il a souvent bénéficié d'une main-d'œuvre gratuite là où les laïques étaient devenues des professionnelles rémunérées. Bien des pistes dans ces domaines restent encore à explorer.

Catherine JACQUES

Faculté de Droit, Centre histoire du droit et d'anthropologie juridique

Université Libre de Bruxelles

Catherine.Jacques@ulb.ac.be

Bibliographie

- ARGUELLO Javier, 1994-1995, « L'introduction du nursing laïque en Belgique (1882-1914), in *Sextant*, n° 3, p. 61-82.
- BARTIER John, 1964, *Un siècle d'enseignement féminin. Le lycée royal Gatti de Gamond et sa fondatrice*, Bruxelles, Malvaux.
- BELLI S., 2005, *Contribution à la naissance de la profession d'assistante sociale. L'exemple de l'École centrale de service sociale de Bruxelles 1920-1940*, mémoire de licence histoire, Bruxelles, Univ. libre de Bruxelles.
- CARLIER Julie, 2010, *Moving Beyond Boundaries. An Entangled History of Feminism in Belgium, 1890-1914*, thèse de doctorat en Histoire, Univ. Gent.
- CHRISTENS Ria, 1998, « Speciaal geëngaeerd en ongehuwd. Sociale werksters in Vlanderen in de jaren 20-30 », in *Cahiers d'histoire du temps présent*, t. 4, p. 65-82.
- COCRIAMONT Marie, 1993-1994, « Soigner les corps et les âmes », in *Sextant* n° 3, p. 19-38.
- GÉRIN Paul, 1969, « Louise Van den Plas et les débuts du "Féminisme chrétien de Belgique" », *Revue belge d'histoire contemporaine*, t. 1, p. 254-275.
- DERMIENCE Alice, 1992, « Femmes et pouvoir dans l'Église catholique (1889-1989) », in *Femmes et pouvoirs. Flux et reflux de l'émancipation féminine depuis un siècle*, Courtois Luc, Pirotte Jean, Rosart Françoise (dir.), Univ. de Louvain, *Recueil de travaux d'histoire et de philologie*, 6^e série, fasc. 43, Louvain-la-Neuve/Bruxelles, p. 115-129.
- DESMED Roger, 1977, « L'examen du problème de l'émancipation de la femme par la Loge *Les Amis Philanthropes* vers 1860 », in *Revue de l'Univ. libre de Bruxelles*, t. 3-4, p. 386-413.
- DESTRÉE Jules & VANDERVELDE Émile, 1898, *Le socialisme en Belgique*, Paris, Briand.
- DIERICKX Ariane, 1996, *L'École ouvrière supérieure. Un laboratoire d'idées pour le POB*, Bruxelles, Labor.
- DICKSTEIN Bernard, 1993-1994, « Les hôpitaux de Bruxelles au XIX^e siècle », in *Sextant* n° 3, p. 11-18.
- DUPONT-BOUCHAT Marie-Sylvie, 2000, « Femmes philanthropes. Les femmes dans la protection de l'enfance en Belgique (1890-1914) », in *Sextant*, n° 13/14, p. 81-118.
- GÉRARD Emmanuel & WYNANTS Paul, 1994, *Histoire du mouvement ouvrier chrétien en Belgique*, Louvain, Leuven Univ. Press, t. 2. Kadoc-Studies 16.
- GUBIN Éliane, 1992, « La grande ville, un lieu féminin. L'exemple de Bruxelles avant 1914 », in *La ville et les femmes en Belgique. Histoire et sociologie*, Gubin É. & Nandrin J.-P. (dir.), Bruxelles, Publications des Facultés univ. Saint-Louis, p. 77-96.
- , 1993, « Signification, modernité et limites du féminisme avant 1914 », *Sextant*, n° 1, p. 39-56.
- , 2007, « Libéralisme, féminisme et enseignement des filles en Belgique au XIX^e et au début du XX^e siècle », in *Choisir l'histoire des femmes*, Bruxelles, Éditions Univ. de Bruxelles, p. 127-144.
- , 2007, « Le modèle de la femme au foyer en Belgique avant 1914 », in *Choisir l'histoire des femmes*, Bruxelles, Éditions Univ. de Bruxelles, p. 159-176.
- , 2007, « Vivre seule au XIX^e siècle. Une approche historique » in *Choisir l'histoire des femmes*, Bruxelles, Éditions Univ. de Bruxelles, p. 147-158.

- GUBIN Éliane, JACQUES Catherine & MARISSAL Claudine, 1998, « Une citoyenneté différée ? Le suffrage féminin en Belgique 1830-1940 », Cohen Y. et Thébaud Fr., (dir.), *Féminismes et identités nationales*, Coll. *Les Chemins de la recherche*, Lyon, CNRS-Lyon, p. 85-114.
- GUBIN Éliane, PIETTE Valérie, 2004, *Emma, Louise, Marie... L'université libre de Bruxelles et l'émancipation des femmes (1834-2000)*, Bruxelles, Archives de l'Univ. libre de Bruxelles, Éditions GIEF.
- , 2004, *Isabelle Gatti de Gamond (1839-1905). La passion d'enseigner*, Bruxelles, Éditions GIEF/Univ. libre de Bruxelles.
- JACQUES Catherine, 2007-2008, *Les féministes et le changement social en Belgique (1918-1968). Programmes, stratégies et réseaux*, 2 t., thèse de doctorat, Univ. libre de Bruxelles/Univ. Angers.
- , 2009, *Le féminisme en Belgique de la fin du XIX^e siècle aux années 1970*, Bruxelles, dossier du Crisp, n° 2012-2013.
- , 2013, *Les féministes belges et les luttes pour l'égalité politique et économique. 1918-1968*, Bruxelles, Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique.
- JACQUES Catherine & MARISSAL Claudine, 1994, « Les étapes de la citoyenneté. Un combat difficile », Gubin É., Van Molle L. (dir.), *Dix femmes en politique. Les élections communales de 1921*, Bruxelles, p. 13-34.
- , 1998, « L'apprentissage de la citoyenneté au féminin. Les élections communales dans l'agglomération bruxelloise 1921-1938 », *Cahiers d'histoire du temps présent*, n° 4, p. 83-118.
- KEYMOLEN Denise, CAPPE Victoire, 2001, *Une vie chrétienne, sociale, féministe (1886-1927)*, Louvain-la-Neuve – Leuven – Bruxelles, Carhop/Kadoc Studies n° 28.
- KEYMOLEN Denise, 2006, « Louise Van den Plas », in *Dictionnaire des femmes belges XIX^e-XX^e*, Bruxelles, Éditions Racine, p. 544-547.
- LORY Jacques, 1979, *Libéralisme et instruction primaire 1842-1979*, Louvain, Academia Bruylant, Presses univ. de Louvain, recueil de travaux d'histoire et de philologie, 6^e série, fasc. 17, 2 t.
- SALOMON-CAVIN Joëlle, 2005, *La ville mal-aimée. Représentations anti-urbaines et aménagement du territoire en Suisse : analyse, comparaison, évolution*, Lausanne, Presses polytechniques et univ. romandes.
- MASSART Baudouin, 1994-1995, « Soigner la petite enfance. Les femmes et l'ONE », in *Sextant*, n° 3, p. 127-148.
- MORELLI Anne, 1990, « Une école qui inspire. Le Lycée Gatti de Gamond », in Despy Andrée-Meyer et Hasquin H., *Libre pensée et pensée libre*, Bruxelles, Éditions Univ. libre de Bruxelles, p. 173-188.
- NOLTINCKX Didier, 1994/1995, « Les femmes médecins à Bruxelles (1890 à nos jours) », in *Sextant*, n° 3, p. 159-185.
- PIETTE Valérie, 2000, *Domestiques et servantes. Des vies sous condition. Essai sur le travail domestique en Belgique au XIX^e siècle*, Bruxelles, Académie royale de Belgique.
- PIUSSANT Jean et alii, 2008, *Histoire et patrimoine des communes de Belgique. La région de Bruxelles-capitale*, Racine et Dexia.
- PIUSSANT Jean, 1966-67, « La politique municipaliste socialiste dans trois communes de Bruxelles : Bruxelles, Molenbeek et Schaerbeek 1884-1895 », in *Contribution à l'histoire économique et sociale*, Bruxelles, t. IV, p. 94-112.

- , 1994, « L'œuvre gouvernementale du POB commence ou le POB à la conquête d'un substitut du pouvoir d'État (1884-1921) », in *Les élections communales et leur impact sur la vie politique belge 1891-1970*, Bruxelles, Éditions Crédit communal, n° 87, p. 75-105.
- SAND René, 1937, « Le service social en Belgique » in *Cahiers périodiques*, 3^e série, t. 6, Bruxelles.
- TIHON André, 1989, « Les institutions religieuses et le développement de l'agglomération », in *La région de Bruxelles. Des villages d'autrefois à la ville d'aujourd'hui*, Smolar-Meynart A., Stengers J. (dir.), Bruxelles, Crédit communal.
- VAN DEN DUNGEN Pierre, 1993, « Les divisions du féminisme belge avant 1914 », in *Sextant*, n° 1, p. 23-38.
- , août/septembre 1993, « Les cercles de fermières : une solution catholique à l'exode rural », in *Cahiers Marxistes*, n° 191, p. 101-112.
- VAN DEN PLAS Louise, janvier-février 1936, « L'action catholique et action politique », in *Le féminisme chrétien de Belgique*.
- , 1922, « Quelques souvenirs de vingt ans d'effort » in *Le féminisme chrétien de Belgique*, t. 13, p. 82-98.
- VAZQUES-MARTINEZ Diana, 1994/1995, « note sur les premières pharmaciennes en Belgique », in *Sextant*, n° 1, p. 149-158.

Bruxelles : un bastion libéral, franc-maçon et... féministe ? Les réactions catholiques (fin XIX^e - première moitié du XX^e)

Le féminisme s'est développé en parallèle avec la montée de la question ouvrière, et donc du projet de réforme sociale élaboré par les catholiques au tournant des XIX^e-XX^e siècles. Un projet qui s'articule en grande partie sur le modèle familial. Dès le dernier quart du XIX^e siècle, les regards catholiques se tournent vers la femme, salvatrice d'un monde en perdition, tout particulièrement dans les grandes villes. À Bruxelles, l'évolution démographique et sociale s'oppose à cet idéal. L'émancipation croissante des femmes, leur accès à l'éducation, leur présence accrue sur le marché du travail, leur refus d'assumer une famille nombreuse... sont autant d'éléments à combattre. Vue sous cet angle, la grande ville n'est pas seulement un lieu de perdition, mais le lieu de confrontation entre deux modèles de société : l'un catholique et l'autre laïque.

Mots-clés : féminisme, catholicisme, question sociale, laïcité, Bruxelles.

Brussels, a liberal, freemason and... feminist stronghold (end of 19th century - first part of the 20th century)

Feminism developed concurrently with the rise of working class issues, and hence with the project of social reform developed by the Catholics at the end of the 19th century. This model of social reform is largely articulated around the family model. Since the last quarter of the 19th century, the Catholics focused on women, seen as the saviors of a world in distress, mainly in large towns. At that time, Brussels had become an issue: its social and demographic development completely opposed the Catholic's ideal. The increasing emancipation of women, their access to higher education, their increasing presence in the workforce, their refusal to have large families...

were as many features to combat. Seen from this angle, large cities were not only a place of perdition but also the place of confrontation between two models of society: a Catholic model and a secular one.

Key words: Feminism, Catholicism, social issues, secularism, Brussels.

Bruselas, un bastión liberal, francmasón y... ¿feminista?

Las reacciones católicas (fin del siglo XIX – primera mitad del siglo XX)

El feminismo se desarrolló en paralelo con el auge de la cuestión obrera, y por lo tanto del proyecto de reforma social elaborada por los católicos en la transición entre los siglos XIX-XX. Proyecto éste que se articula en gran parte sobre el modelo familiar. Desde el último cuarto del siglo XIX, las miradas católicas se vuelven hacia la mujer, salvadora de un mundo en perdicción, particularmente en las grandes ciudades. En Bruselas, la evolución demográfica y social se opone a este ideal. La emancipación creciente de las mujeres, su acceso a la educación, su presencia creciente en el mercado de trabajo, su rechazo a conformar una familia numerosa, son elementos a combatir. Mirada desde este ángulo, la gran ciudad no es solamente un lugar de perdicción, sino el lugar de confrontación entre dos modelos de sociedad: uno católico y el otro laico.

Palabras clave: feminismo, catolicismo, cuestión social, laicidad, Bruselas.